

INÉDIT

Georges Bensoussan

**LES ORIGINES  
DU CONFLIT  
ISRAËLO-ARABE  
(1870-1950)**

*Que  
sais-je?*





Georges Bensoussan

LES ORIGINES DU CONFLIT  
ISRAËLO-ARABE  
(1870-1950)

*Que  
sais-je?*

À lire également en  
**Que sais-je ?**

COLLECTION FONDÉE PAR PAUL ANGOULVENT

Georges Bensoussan, *Histoire de la Shoah*, n° 3081.

Alexandre Defay, *Géopolitique du Proche-Orient*, n° 3678.

Bouchra Rahmouni, Younes Slaoui, *Géopolitique de la Méditerranée*,  
n° 3975.

Michaël Jasmin, *Histoire de Jérusalem*, n° 4103.

ISBN 978-2-7154-1485-3

ISSN 0768-0066

Dépôt légal – 1<sup>re</sup> édition : 2023, janvier

© Que sais-je ?/Humensis, 2023

170 bis, boulevard du Montparnasse, 75014 Paris

# Introduction

Ce conflit, l'un des plus anciens de notre temps, surabondamment couvert par les médias, est absorbé tout entier, en particulier depuis 1967, par l'actualité d'un interminable affrontement. En revanche, sa genèse est enfouie sous les strates d'une histoire mythifiée.

L'émergence du nationalisme juif dans la seconde moitié du XIX<sup>e</sup> siècle bouscule un Proche-Orient où le nationalisme arabe n'en est qu'à ses balbutiements. C'est au sortir de la Première Guerre mondiale que le conflit se cristallise, qui est non pas seulement le choc de deux nationalismes, mais un affrontement culturel recouvert par un « conflit religieux » (islam *versus* judaïsme) et d'innombrables polémiques sur la « nature » du projet sioniste. Les origines d'un conflit aussi mobilisateur et médiatisé mettent plus encore en lumière l'importance de l'histoire culturelle et de l'anthropologie, et soulignent combien la propagande, si souvent convoquée ici, se situe à mille lieues d'une connaissance historique véritable et enracinée dans la longue mémoire des peuples.

Depuis cent quarante ans, aucun des schémas explicatifs classiques (du « nationalisme » au « colonialisme » en passant par l'« impérialisme ») ne parvient vraiment à rendre compte des causes d'un affrontement qui n'a pas trouvé à ce jour d'issue véritable. C'est en étudiant la façon dont, dans la « Palestine » de la seconde moitié du XIX<sup>e</sup> siècle, le conflit prend forme à la fois au sein des élites arabes, dans la vieille communauté séfarade et parmi les sionistes d'Europe orientale que se dessinent les enjeux et les discours du XX<sup>e</sup> siècle. L'origine de l'événement recèle en effet une vérité profonde qui, sans déterminisme, indique en creux sa direction ultérieure.

## Le théâtre du conflit

### I. – Qu'est-ce que la Palestine ?

Au début du XIX<sup>e</sup> siècle, on ne distingue pas la Palestine de la Syrie (*Bilad al Cham*), laquelle englobe les actuels États (ou territoires) de Syrie, du Liban, d'Israël, de Palestine et de Jordanie. L'organisation politique de la région est à base clanique. De larges réseaux d'alliances matrimoniales relient les clans d'une province à l'autre, et l'identité, ici, est principalement déterminée par la religion.

Au IV<sup>e</sup> siècle avant notre ère, Hérodote « invente » le terme *Palestina* pour désigner la région occupée par les Philistins, ce « peuple de la mer » d'origine égéenne établi sur la plaine côtière. Ce n'est qu'en 138 de notre ère que le mot réapparaît après la répression sanglante de la dernière grande révolte juive menée par Bar Kochba (132-135). L'empereur Hadrien raye de la carte le nom du royaume de Judée et le remplace par *Palaestina* ; il débaptise Jérusalem qui devient *Aelia Capitolina* et fait interdiction aux Juifs d'y résider. S'ils continuent pourtant à nommer leur pays perdu *Eretz Israel* (« terre d'Israël ») pendant de nombreux siècles, l'Occident, lui, parle de Palestine avant d'inventer plus tard le concept de « Terre sainte ». En dépit des massacres et de la perte de la souveraineté étatique, la présence juive y demeure ininterrompue.

Vers le IX<sup>e</sup> siècle, l'arabe remplace progressivement l'araméen et le grec, même si l'hébreu, sur le déclin, continue d'y être parlé. Au début du XIX<sup>e</sup> siècle, la Palestine n'existant pas en tant qu'entité autonome, la région est alors communément désignée sous le nom de « Syrie du Sud », laquelle demeure éclatée jusqu'en 1918 entre plusieurs sous-divisions qui sont toutes de souveraineté ottomane.

De nombreux témoignages insistent sur l'état désolé du pays au XIX<sup>e</sup> siècle. Fréquence des épidémies, pauvreté endémique. Un tiers seulement des terres est cultivé. Vers 1800, à l'exception de la communauté juive, on estime que 3 % seulement de la population sait lire et écrire. En 1881, dans les limites de ce qu'on nommera plus tard la Palestine mandataire<sup>1</sup>, on compterait environ 470 000 habitants (dont 25 000 Juifs), une population majoritairement musulmane et rurale, regroupée dans près de 800 villages. En 1914, le pays aurait compté un peu plus de 720 000 habitants dont près de 80 000 Juifs, majoritairement citadins.

Au début du XIX<sup>e</sup> siècle, la méthode de culture dominante est le système du *musha* qui repose sur la rotation des lopins collectifs permettant à chacun de profiter des parcelles les plus fertiles, ce qui implique la pratique de la vaine pâture. Mais comme dans l'Europe occidentale du XVIII<sup>e</sup> siècle, le droit de propriété moderne va ruiner ce système (Code foncier ottoman, 1858), liquider les usages collectifs de la terre et faire triompher l'exploitation individuelle. La suppression de l'agriculture communautaire, conjuguée à la pression démographique, entraîne l'apparition d'un nombreux prolétariat agricole qui finit par quitter la campagne et gonfler les périphéries urbaines. Enfin, un système fiscal extrêmement lourd appauvrit une grande partie de la paysannerie incapable de payer l'impôt. De nombreux petits paysans vendent leur bien au profit de quelques grandes familles<sup>2</sup>. En contrepoint, les réformes de 1858 favorisent la naissance de grandes propriétés foncières.

C'est sur cette nouvelle réalité foncière que se greffe une immigration juive encore modeste avant 1914. Près de 70 000 immigrants juifs arrivent en Palestine entre 1881 et 1914 et y créent 53 implantations agricoles. La première

---

1. On appelle « Palestine mandataire » le territoire qui, de la mer au Jourdain et de la frontière libanaise à la mer Rouge, est confié par la Société des Nations à la Grande-Bretagne en 1922. Ce territoire correspond aujourd'hui à l'État d'Israël, aux territoires palestiniens de la Cisjordanie et de la bande de Gaza.

2. Voir N. Picaudou, *Les Palestiniens. Un siècle d'histoire. Le drame inachevé*, Bruxelles, Éditions Complexe, 2003, p. 18.

vague (dite « première *alya* »<sup>1</sup>) arrive entre 1881 et 1903. La deuxième vague (dite « deuxième *alya* ») arrivée à partir de 1904 entend cultiver elle-même la terre qu'elle vient d'acquérir. Pour les métayers arabes, cette cession est un déracinement. S'ils ne sont pas dépossédés au sens juridique du terme, ils se sentent arrachés à une terre dont ils avaient le sentiment qu'elle était devenue leur par le travail fourni. Au regard du droit de propriété ottoman, le Code foncier de 1858 qu'aucun régime ultérieur en Turquie ne remettra en cause, le nouveau propriétaire est libre de mettre lui-même sa terre en valeur.

## II. – Un Empire ottoman affaibli

Au XIX<sup>e</sup> siècle, la condition juive demeure précaire et la cohabitation se vit sur le mode de la réserve et souvent de la crainte. La minorité chrétienne subit, elle aussi, un climat d'hostilité, souvent même plus violent, comme le montrent les massacres perpétrés au Liban et en Syrie en 1860. Dans la pratique, et jusqu'au démembrement de l'Empire ottoman, Juifs et chrétiens demeurent le plus souvent des citoyens de seconde zone.

En dépit de leur victoire dans la guerre de Crimée (1856), les Turcs ne cessent de reculer jusqu'en 1912, alors que progresse parallèlement la percée occidentale en terre d'islam. De là la crainte qu'inspire une immigration juive en Palestine (majoritairement de nationalité russe, l'ennemi héréditaire), et la fermeture de l'empire dès 1882 à l'immigration étrangère, parallèlement à une politique plus agressive envers les populations non musulmanes<sup>2</sup>.

Pour contrer le délitement de l'empire, les « Jeunes-Turcs » s'emparent du pouvoir à la faveur de la révolution de 1908. Ils dissolvent le Parlement en janvier 1912 et organisent de nouvelles élections. Les premières réformes enthousiasment

---

1. Littéralement : « la montée ». Il existe un autre mot en hébreu pour désigner l'immigration.

2. Marquée en particulier par les massacres des chrétiens arméniens commis entre 1892 et 1896 à travers toute l'Asie Mineure et jusqu'à Constantinople : 300 000 victimes.

la population (rétablissement de la Constitution de 1876, du Parlement ottoman et liberté de la presse), mais l'espoir d'égalité entre Arabes et Turcs est rapidement anéanti. Les Jeunes-Turcs engagent un processus de « turquification » qui ravive en retour le nationalisme arabe. La frustration parmi les élites arabes nourrit une nébuleuse de courants autonomistes regroupés à l'automne 1911 dans l'« Entente libérale » qui, à mots couverts, défend la volonté d'aller vers une autonomie proche de l'indépendance.

### III. – Être juif dans la Palestine du XIX<sup>e</sup> siècle

Comme « peuple du Livre » (*ahl al Kitab*), les Juifs sont soumis en terre d'islam à la *dhimma*, mise en place vraisemblablement entre 717 et 720. Selon Janine et Dominique Sourdel, les dhimmis seraient « protégés » « à condition toutefois qu'ils acceptent une situation d'infériorité légalement reconnue »<sup>1</sup>. Un ensemble d'interdits sont institués pour marquer cette infériorisation. « Tout ce que les protégés reçoivent en échange de ces limitations et du paiement de la *jizya* est la liberté de culte et la vie sauve<sup>2</sup> », soutient de son côté l'islamologue Meir M. Bar-Asher. Les historiens du monde musulman s'accordent globalement pour dire que la mise en œuvre de la *dhimma* varie dans le temps et l'espace. Mais, « de manière plus générale, l'idée qui consistait à prévoir de façon durable le maintien d'une société à deux niveaux, niveau des maîtres, d'une part, que distinguait avant tout leur appartenance à l'islam, et niveau des non-musulmans, d'autre part, qui ne jouissaient point des mêmes droits, portait en elle des germes d'intolérance qui allaient, à toute époque et en toute région, caractériser les États musulmans rigoristes confrontés au problème des minorités confessionnelles. Même le régime le plus libéral au Moyen Âge, le régime fatimide qui

---

1. J. et D. Sourdel, *Dictionnaire historique de l'islam*, Paris, PUF, 1996 ; rééd. « Quadrige », 2004, p. 816.

2. M. M. Bar-Asher, *Les Juifs dans le Coran*, Paris, Albin Michel, 2019, p. 201.

permettait aux tributaires [*dhimmis*] d'accéder à des fonctions administratives, parfois même gouvernementales, soulignait à tout le moins la différence fondamentale leur interdisant l'égalité de comportement avec les musulmans dans le détail de la vie quotidienne comme devant les exigences de la fiscalité. Ailleurs la situation allait connaître ensuite, à partir du xiv<sup>e</sup> siècle, des formes souvent nettes de durcissement, notamment dans le Proche-Orient<sup>1</sup> ». Témoins de cette précarité et de ce « durcissement », les massacres dont la communauté juive de Palestine est l'objet, dès qu'une « crise » survient, durant le siècle qui précède l'abolition de la *dhimma* (Hébron en 1775, Safed en 1799, en 1834 et en 1838). Ce statut va jouer un rôle important dans la genèse et la perpétuation du conflit en dépit des réformes (*Tanzimat*) mises en place par la Porte en 1839 et en 1856, qui aboutissent à l'égalité juridique entre communautés de l'empire (*millet*s)<sup>2</sup>.

En dépit des deux édits d'abolition, la coexistence demeure fragile. La fin de la *dhimma* est en effet à l'origine d'une montée des tensions avec la majorité musulmane sunnite, au premier chef les oulémas, mais aussi avec les minorités chrétiennes opprimées qui supportent mal de voir les Juifs mis au même niveau qu'elles par l'abolition du statut de *dhimmi*. Quant à la place des Juifs en Terre sainte, l'islam balance entre le rejet et la reconnaissance de leurs droits sur cette terre<sup>3</sup>. Ainsi, au xix<sup>e</sup> siècle encore, à la mort du sultan, les clés de la ville sainte sont remises au grand rabbin de Jérusalem, le *Haham Bashi*.

---

1. J. et D. Sourdél, *Dictionnaire historique de l'islam*, op. cit., p. 817.

2. Après la guerre de Crimée, le traité de Paris, qui donne satisfaction aux Turcs, garantit des droits égaux pour les minorités chrétienne et juive.

3. « Nous avons dit ensuite aux Fils d'Israël : "Par Allah, habitez cette terre ! Quand l'Autre promesse se réalisera, nous vous ferons revenir en foule" » (Coran, XVII, 104).

## CHAPITRE II

# Une tragédie annoncée (1860-1917)

Le déclin de l'Empire ottoman au début du xx<sup>e</sup> siècle accroît l'hostilité envers les Occidentaux, dont la présence ravive le souvenir des croisades. Les premiers mouvements nationalistes arabes émergent dans la première décennie du xx<sup>e</sup> siècle, impulsés par plusieurs intellectuels syriens et libanais dont Al Kawakibi (1854-1902), Rachid Rida (1865-1935) et Neguib Azoury (1873-1916). Entre 1909 et 1914, le mouvement national arabe, au Caire et à Beyrouth en particulier, prend position contre le mouvement sioniste au sujet duquel il paraît bien informé. Avant 1914, les élites arabes palestiniennes partagent le sentiment d'une menace. C'est là sans doute qu'il faut voir le début d'une identité palestinienne spécifique. Dans une société où l'analphabétisme demeure massif, l'activité intellectuelle reste limitée à une élite.

### I. – La naissance du mouvement national juif

Le sionisme (mot forgé en 1890 en référence à la colline de Sion, à Jérusalem) est un mouvement national né à la fois de la sécularisation du judaïsme et des impasses de l'émancipation à la fin du xviii<sup>e</sup> siècle.

Au xix<sup>e</sup> siècle, l'immense « zone de résidence » de l'empire tsariste (1791-1917) regroupe les deux tiers du judaïsme mondial. Les Juifs s'y perçoivent comme une nation (*yiddishland*). C'est ici que se forme, au mitan du xix<sup>e</sup> siècle, un mouvement culturel héritier de la *Haskala* allemande, des Lumières françaises et du romantisme occidental. La floraison de la presse

et de la littérature hébraïque fait de la culture la réponse à une crise séculière du judaïsme marquée par le recul de la foi et l'assimilation. De langue vernaculaire et liturgique qu'elle était jusque-là, l'hébreu devient, d'abord en Palestine, puis partout ailleurs, une langue d'enseignement et une *langue maternelle*. Sept ans avant la tenue du premier Congrès sioniste (1897), c'est en Palestine que sont fondés en 1890 le « Comité de la langue » (*Va'ad ha Lashon*), puis en 1903 l'Association des instituteurs hébraïques. Ce mouvement culturel, mué en force politique qui vise à restaurer l'indépendance nationale sur la « terre des ancêtres », met en lumière l'attachement à une terre que les Juifs n'habitent plus depuis longtemps, mais qui figure au cœur de leur imaginaire national. Cette révolution culturelle se joue pour l'essentiel en Europe orientale et donne naissance, dans les années 1870-1900, à une nébuleuse de groupuscules (les « Amants de Sion ») qui se structure en mouvement politique sous la houlette de Theodor Herzl (1860-1904), un Juif viennois qui, à partir du congrès de Bâle (août 1897), jette les bases d'une véritable organisation.

Les réformes turques de la seconde moitié du XIX<sup>e</sup> siècle favorisent le renouvellement de la communauté juive de Palestine soutenu depuis l'extérieur par des mécènes juifs et des associations juives d'Occident, dont principalement l'Alliance israélite universelle.

Au milieu du XIX<sup>e</sup> siècle, une part de la communauté juive majoritairement séfarade, le « vieux Yishouv » (communauté juive de Palestine avant l'État d'Israël), va constituer l'embryon d'un renouveau national près de vingt ans au moins avant l'arrivée des premiers sionistes (1881-1882). On note ainsi à Jérusalem, au cours des quarante années qui précèdent la première *alya* (1881), une floraison d'écoles primaires et d'écoles professionnelles, de dispensaires, d'hôpitaux et de quartiers « hors les murs », comme aussi l'éveil d'une presse hébraïque avec les journaux *Ha Levanon* (*Le Liban*), fondé en 1863, et *Ha Havatsselet* (*Le Lys*), fondé en 1870. En 1874 est créée à Jérusalem la première association ouvrière juive, *Hevrat Poalei Tzedek* (Association des travailleurs pour la justice).

# TABLE DES MATIÈRES

---

<b>Introduction</b> .....	3
CHAPITRE PREMIER	
<b>Le théâtre du conflit</b> .....	4
I Qu'est-ce que la Palestine ? .....	4
II Un Empire ottoman affaibli .....	6
III Être juif dans la Palestine du XIX <sup>e</sup> siècle .....	7
CHAPITRE II	
<b>Une tragédie annoncée (1860-1917)</b> .....	9
I La naissance du mouvement national juif .....	9
II Les deux premières vagues d'immigrants juifs (1881-1914) .....	11
III La difficile naissance du nationalisme palestinien .....	13
CHAPITRE III	
<b>La Palestine dans les remous de la Grande Guerre</b> .....	17
I La Palestine durant la Première Guerre mondiale .....	17
II Vers la déclaration Balfour .....	19
III Les nationalismes arabe et juif dans les négociations de paix (1919-1920) .....	20
CHAPITRE IV	
<b>Les premières années du mandat britannique</b> .....	22
I L'occupation anglaise et la mise en place du mandat (1917-1922) .....	22
II Le renforcement du Foyer national juif .....	23
III Un refus arabe plus structuré .....	27
CHAPITRE V	
<b>L'affrontement</b> .....	31
I La première phase (1914-1922) .....	31
II L'insécurité des années 1920 .....	33

## CHAPITRE VI

<b>Les années de rupture (1929-1939)</b> .....	38
I La politique anglaise en Palestine .....	38
II Le Foyer national juif dans les années 1930 .....	41
III La société palestinienne : mutations et divisions .....	44
IV Le refus arabe .....	48
V La révolte ouverte (1936) .....	49

## CHAPITRE VII

<b>Le soulèvement et les perspectives de solution politique (1937-1939)</b> .....	57
I L'échec du plan Peel (1937) .....	57
II Le refus arabe et la reprise de la rébellion (septembre 1937) .....	58
III La commission Woodhead (1938), la conférence Saint-James et le <i>Livre blanc</i> (1939) .....	60
IV Les derniers feux .....	63

## CHAPITRE VIII

<b>Le conflit judéo-arabe dans la Seconde Guerre mondiale</b> .....	65
I La Palestine dans la guerre mondiale .....	65
II Le monde arabe et le mouvement national palestinien ..	66
III Le mouvement sioniste et le Foyer national juif .....	69

## CHAPITRE IX

<b>Palestine, 1945-1947 : le nœud gordien</b> .....	71
I Londres et la Palestine : mai 1945-novembre 1947 .....	71
II Le mouvement national palestinien au pied du mur (1945-29 novembre 1947) .....	72
III Le mouvement national juif à l'heure cruciale .....	75
IV Été 1947 : la mission de l'UNSCOP .....	76
V Un enjeu international .....	78

## CHAPITRE X

<b>L'affaissement de la société palestinienne (décembre 1947-mai 1948)</b> .....	83
I Forces en présence et ultimes manœuvres diplomatiques .....	83
II La première phase des combats (décembre 1947-fin mars 1948) .....	86

III	La seconde phase des combats (avril-mai 1948).....	88
IV	L'effondrement.....	94
CHAPITRE XI		
	<b>La guerre généralisée (mai 1948-avril 1949) .....</b>	<b>99</b>
I	14 mai 1948 : la stratégie de l'État juif.....	99
II	La Ligue arabe et les Palestiniens : stratégie, atouts et faiblesses .....	101
III	Premiers combats (mai-juillet 1948).....	102
IV	L'exode palestinien.....	105
CHAPITRE XII		
	<b>Une issue sans fin .....</b>	<b>112</b>
I	Les derniers combats.....	112
II	D'une défaite politique à une cause humanitaire .....	113
III	Les négociations.....	114
	<b>Conclusion.....</b>	<b>118</b>
	<b>Bibliographie.....</b>	<b>119</b>